4 01 1980

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 30 juillet 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la procédure disciplinaire militaire", a donné le 19 novembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1979 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de militaire tuchtrechtspleging", heeft de 19e november 1979 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

La loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées a été modifiée par la loi du 8 juin 1978.

Dès lors, l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, modifiée par la loi du 8 juin 1978".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Tout supérieur qui estime qu'une transgression disciplinaire a été commise envoie au supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de commandant d'unité un rapport d'information relatant les faits.

§ 2. L'auteur du rapport est informé, à sa demande, de la suite qui a été réservée à l'affaire.

.../...

Article 2.

Les paragraphes 1er et 2 gagneraient à être fusionnés en un paragraphe unique, la seconde disposition se présentant comme une simple exception à la première. Pour marquer cette exception, il y aurait lieu de lire : "La procédure peut toutefois être écrite lorsque ...".

Par ailleurs, au paragraphe 2 en projet, il convient de remplacer les mots "est susceptible de nuire" par "est de nature à nuire" et de supprimer le mot "encore".

Dans un souci de symétrie avec le paragraphe 1er en projet et de concordance avec d'autres dispositions du projet, et de l'accord de l'officier délégué, le paragraphe 3 (devenant 2) serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Sauf disposition contraire, la procédure disciplinaire est écrite pour les membres du personnel de la gendarmerie".

+

L'intitulé de la section 2 correspondrait mieux au contenu de celle-ci s'il était remplacé par l'intitulé suivant :

"Section 2.- Autorités compétentes".

.../...

Article 3.

Au paragraphe 6, il serait préférable d'écrire :

"... par sa qualité à la date de l'acte de procédure".

Article 4.

L'alinéa 1er, d'une part, devrait logiquement précéder et non suivre les règles portées par l'article 3; d'autre part, il devrait être rédigé de façon à ne pas laisser entendre que l'arrêté en projet permettrait au législateur de déroger à un arrêté royal !

Il est dès lors proposé de faire de la disposition dont il s'agit un paragraphe 1er de l'article 3 dans la rédaction suivante :

"§ 1er. Sous réserve des dispositions des articles 32 à 36 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées, les autorités investies du droit de punir en premier ressort sont déterminées par les dispositions formant les paragraphes 2 à 6".

Dès lors, l'article 4 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Les commandants territoriaux visés à l'article 33 de la loi du 14 janvier 1975 sont, en premier ressort, les officiers exerçant les attributions de commandant de place".

.../...

Bien entendu, la numérotation des paragraphes de l'article 3 devrait être revue.

Article 5.

Au 2°, b, il y a lieu d'écrire : "l'autorité hiérarchique technique".

Au c, le mot "même" est superflu et doit être omis.

Articles 6 et 7.

Compte tenu, notamment, de l'observation qui sera faite sous l'article 8, à propos de l'équivoque que pourrait créer le recours au terme de "notification", la rédaction suivante est proposée :

"Article 6.-

§ 1er. La décision du supérieur fonctionnel d'évoquer l'affaire en vue d'user d'un des droits visés à l'article 32 de la loi du 14 janvier 1975 doit être prise et portée à la connaissance du militaire en cause et de l'autorité qui a infligé la punition, au plus tôt le troisième jour et au plus tard le cinquième jour après que cette dernière autorité a fait connaître la punition. Elle suspend l'exécution de celle-ci.

§ 2. La décision doit être portée à la connaissance du militaire en cause au plus tard le douzième jour qui suit celui où il a eu connaissance de la punition.

.../...

§ 3. (comme au projet, en écrivant, à l'alinéa 1er, le mot "paragraphes" en toutes lettres et, à l'alinéa 2, en faisant suivre d'une virgule les mots "en procédure écrite").

Article 7.-

Le supérieur fonctionnel ne peut infliger de punition en vertu de l'article 32 de la loi du 14 janvier 1975 qu'après avoir pris l'avis de l'autorité qui a puni et, s'il s'agit d'une punition majeure, qu'après avoir pris connaissance du rapport du conseil de discipline.

Il ne peut substituer une punition majeure à une punition mineure qu'après avoir consulté le conseil de discipline".

Article 8.

Il serait plus logique de distinguer, dans cet article, les dispositions qui se rapportent respectivement aux motifs de la décision, à la notification de celle-ci et au droit de défense.

Par ailleurs, le terme de "notification" est habituellement réservé à l'information donnée par écrit alors qu'on entend viser ici, du moins en procédure orale, la prononciation de la décision. Il serait donc préférable d'écrire que l'autorité "fait connaître" le motif de la punition. La terminologie des articles 6 et 7 devrait être adaptée en conséquence, conformément à la proposition faite sous ces articles.

.../...

Il en va de même pour l'article 15, paragraphe 3, et pour l'article 24, paragraphe 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

§ 1er. Aucune punition ne peut être infligée : (comme au projet, en supprimant les mots "à cet égard", au 2°).

§ 2. L'autorité fait connaître au militaire en cause le motif de la punition ainsi que, le cas échéant, les motifs pour lesquels l'avis du conseil de discipline n'a pas été suivi.

§ 3. En procédure orale et si le militaire en cause le demande, les motifs visés au paragraphe 2 lui sont notifiés par écrit.

§ 4. (comme au paragraphe 2, alinéa 3, du projet)".

Article 9.

En raison de son emplacement, le paragraphe 2 semble être applicable aux avocats aussi bien qu'aux défenseurs militaires. Or, depuis l'entrée en vigueur du Code judiciaire, il n'appartient plus au Roi de régler l'exercice de la profession d'avocat.

Il est donc proposé de ne pas diviser l'article en paragraphes et de placer les dispositions du paragraphe 2 entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article en projet. Il sera, dès lors, clair que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux défenseurs militaires, les avocats étant régis par les règles propres à l'exercice de leur profession.

Article 10.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 10.-

§ 1er. L'autorité investie du droit de punir en premier ressort,qui a connaissance de faits dont elle estime qu'ils doivent donner lieu à des poursuites disciplinaires, ouvre, le cas échéant après une enquête préalable, une action disciplinaire contre l'auteur de la transgression en lui notifiant, en copie, un rapport introductif.

§ 2. Le rapport introductif mentionne l'identité du militaire en cause, le cas échéant l'identité des témoins, les transgressions disciplinaires retenues, le délai dans lequel un mémoire justificatif peut être introduit, et, en procédure orale, le moment probable de la comparution.

Ce rapport introductif peut être constitué du rapport d'information complété en conséquence.

§§ 3 et 4. (comme au projet, en biffant l'adjectif "écrit" au paragraphe 3 du texte français)".

Article 11.

Au paragraphe 1er, il faut lire : "en recueillant, d'office ou à la demande du militaire en cause, tout témoignage utile".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 du texte français :

.../...

"§ 2. Le militaire en cause assiste à la déposition des témoins; si le témoignage est écrit, il en prend connaissance".

Article 13.

Les mots "en cas de procédure écrite" doivent être remplacés par "en procédure écrite" et la fin de l'article doit se lire comme suit "après avoir consulté le conseil de discipline".

Article 14.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, le second alinéa signifie que les motifs de la décision de l'autorité qui ne suit pas l'avis du conseil de discipline sont portés sur le document même qui contient cet avis.

Cette intention serait mieux traduite par le texte suivant :

"Si cette autorité ne suit pas l'avis du conseil de discipline, les motifs de sa décision sont portés sur le rapport de ce conseil".

La même observation vaut pour l'article 17, alinéa 2.

Article 15.

De l'accord de l'officier délégué, cette disposition serait plus clairement rédigée comme suit :

"Article 15.-

§ 1er. (Comme au projet).

§ 2. L'appel peut avoir pour objet tout ou partie du dispositif ou des motifs de la décision infligeant la punition. Quelle que soit son étendue, l'appel saisit l'autorité compétente de l'affaire en son entier.

Il doit être formé par une requête motivée, laquelle peut notamment invoquer un vice de procédure.

§ 3. L'appel doit être formé au plus tôt le lendemain et au plus tard le surlendemain du jour où la punition a été portée à la connaissance du militaire. Toutefois, les samedis, dimanches et jours fériés où le service est réglé comme le dimanche, ne sont pas pris en considération dans ce délai.

§ 4. La requête est remise au supérieur fonctionnel qui exerce les attributions de commandant d'unité à l'égard du militaire puni. Ce supérieur en saisit l'autorité compétente.

Cette autorité peut modifier, annuler ou maintenir la punition.

§ 5. En procédure écrite comme en procédure orale, l'autorité statuant en appel entend le militaire en cause.

L'article 12 est d'application".

.../...

Article 16.

Il y a lieu de remplacer l'expression "en cas de procédure écrite" par "en procédure écrite" et d'écrire, à la fin, "le conseil de discipline".

Article 17.

A la fin du premier alinéa, il faut écrire : "§ 5" au lieu de "§ 4".

Compte tenu de l'observation faite sous l'article 14, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Si cette autorité ne suit pas l'avis du conseil de discipline, les motifs de sa décision sont portés sur le rapport de ce conseil".

Article 18.

Les deux premiers paragraphes seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 1er. Dans les cas prévus à la section 4, le conseil de discipline est composé des membres suivants :

.../...

- un président, officier revêtu du grade de capitaine au moins; il peut être lieutenant s'il exerce les attributions de commandant d'unité;

- deux commissaires ... (la suite comme au projet).

Un militaire ... (comme au projet).

§ 2. Dans les cas prévus à la section 5, le conseil de discipline est composé des membres suivants :

- un président, officier supérieur ou général,

- deux commissaires ... (la suite comme au projet).

Un militaire ... (la suite comme au projet)".

Le paragraphe 6, qui se rapporte à la fois à l'article 18 et à l'article 19, serait mieux à sa place s'il était repris après l'article 19 dans une disposition séparée, rédigée comme suit :

"Article ....-

Le chef d'état-major général ou le commandant de la gendarmerie détermine la composition des conseils de discipline lorsqu'il est impossible de les constituer selon les règles énoncées aux articles 18 et 19".

Le cas échéant, les références devraient être revues, notamment à l'article 20, paragraphe 2.

.../...

Article 19.

Le dernier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le militaire en cause ou son défenseur peuvent, à leur demande, assister au tirage au sort. Leur absence n'y fait cependant pas obstacle".

Article 22.

Au dernier alinéa, il y a lieu d'insérer les mots "ou son défenseur" entre les mots "en cause" et "sur ce point".

Article 23.

1. Tel qu'il se présente, cet article pourrait faire croire que le vote sur les questions énoncées au paragraphe 1er précéderait la délibération sur les motifs des réponses à ces questions. Ainsi que l'officier délégué l'a confirmé, l'ordre logique doit être inverse, l'intention du Gouvernement n'ayant été que d'insister sur l'obligation faite aux membres du conseil de discipline de voter en tous cas, au scrutin secret, sur les quatre questions qu'énumère le paragraphe 1er.

2. La deuxième question du paragraphe 1er est rédigée de manière équivoque. Selon l'officier délégué, le conseil de discipline, lorsqu'il aura à répondre à cette question, ne se bornera pas à vérifier si le fait reproché au militaire figure ou non parmi les trangressions disciplinaires définies à l'article 21 de la loi

.../...

du 14 janvier 1975. Il lui appartiendra plus généralement d'apprécier si, dans les circonstances de la cause, le militaire à qui la transgression est reprochée peut être considéré comme s'en étant vraiment rendu coupable et si, par exemple, il ne fait pas valoir à bon droit une cause d'excuse ou même de justification. Pour exprimer plus clairement l'étendue de ce pouvoir d'appréciation, il y aurait lieu d'ajouter les mots "dans les circonstances de la cause" à la question sub 2°.

Cette deuxième observation vaut aussi pour l'article 29, b.

Le texte suivant est proposé :

"Article 23.-

§ 1er. Le conseil de discipline émet son avis motivé après avoir pris connaissance du dossier et entendu le militaire en cause, son défenseur éventuel, ainsi que les personnes convoquées à titre de témoins.

§ 2. Seuls les membres du conseil participent à la délibération et au vote.

Le secrétaire est présent.

Le vote a lieu au scrutin secret et à la majorité simple des voix.

Il porte sur les questions suivantes :

1° Les faits sont-ils établis ?

.../...

2° Constituent-ils une transgression disciplinaire dans les circonstances de la cause ?

3° Existe-t-il des circonstances atténuantes ou aggravantes ?

4° Les faits doivent-ils être sanctionnés par une punition majeure ?

§ 3. A l'issue de la délibération, l'avis motivé du conseil est consigné dans un rapport. Celui-ci est adressé à l'autorité qui a consulté le conseil de discipline; une copie de ce rapport est remise au militaire en cause".

Article 24.

Au paragraphe 1er, il serait préférable d'écrire : "le jour qui suit celui où la punition prononcée a été portée à la connaissance du militaire en cause".

Article 26.

De l'accord de l'officier délégué et dans un but de concordance avec l'article 10, il y a lieu de lire au 1° et au 2° "la notification du rapport introductif" et non "la rédaction du rapport introductif".

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 26.-

Les punitions disciplinaires peuvent être infligées avec un sursis de trois mois à deux ans :

.../...

1° aux miliciens, pour autant que, dans les trois mois précédant la notification du rapport introductif, aucune punition d'arrêts ne leur ait été infligée, et qu'ils n'aient encouru aucune condamnation pour une infraction prévue par le Code pénal militaire;

2° aux autres militaires, pour autant que, dans les six mois précédant la notification du rapport introductif, aucune punition d'arrêts ne leur ait été infligée et qu'ils n'aient encouru aucune condamnation pour une infraction prévue par le Code pénal militaire".

Article 27.

De l'accord de l'officier délégué, le paragraphe 1er étant dénué de portée propre, doit être omis.

Au paragraphe 2, qui demeurerait alors la seule disposition de l'article 27, il conviendrait d'insérer, à l'alinéa 2, les mots "le cas échéant" entre les mots "exécutée" et "immédiatement" afin de réserver l'éventualité d'une condamnation pour une infraction définie par le Code pénal militaire.

+

Dans un souci de concordance avec l'intitulé des sections 7 et 8, l'intitulé de la section 9 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Section 9. - Inscription des punitions".

Article 28.

Compte tenu de l'intitulé de la section, il serait plus logique d'inverser les deux paragraphes de cet article.

Au paragraphe 1er, devenant le paragraphe 2, il convient d'écrire : "ou lorsqu'en l'absence d'appel...".

+

Dans un souci de concordance avec l'intitulé des sections 7, 8 et 9, il y aurait lieu, de l'accord de l'officier délégué, de rédiger comme suit l'intitulé de la section 10 :

"Section 10. - Annulation des punitions".

Article 29.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 29.-

Outre le droit de réformation visé à l'article 32 de la loi du 14 janvier 1975, dont il peut user en application des articles 6 et 7 du présent arrêté, le chef d'état-major général ou le commandant de la gendarmerie, selon le cas, peut annuler la décision définitive par laquelle une punition a été infligée :

.../...

1° sur demande ou d'office :

a) s'il y a eu violation des règles de la procédure,

b) s'il est apporté la preuve que le militaire en cause n'a pas commis la transgression disciplinaire ayant motivé la punition infligée et que cette preuve n'ait pu être apportée au cours de la procédure pour un motif indépendant de la volonté du militaire;

2° d'office, s'il estime que les faits ne constituent pas une transgression disciplinaire dans les circonstances de la cause".

Article 30.

La procédure n'ayant pas nécessairement connu un degré d'appel, il convient d'écrire : "le cas échéant, celle-ci informe de la demande...".

Article 31.

1. Suivant le paragraphe 1er, 1°, le militaire en cause doit, pour que sa demande soit "recevable", "apporter la preuve d'un des motifs énoncés à l'article 29, a".

En droit commun, l'exigence d'une pleine preuve se rapporte au fondement de la demande et non à la recevabilité de celle-ci.

Aux dires de l'officier délégué, la formule employée par le projet se justifie par le caractère extra-

.../...

ordinaire de la voie de recours que constitue la demande en annulation d'une punition, l'intention du Gouvernement étant d'éviter que le chef d'état-major général et le commandant de la gendarmerie ne soient assimilés à un troisième degré de juridiction et ne soient saisis de nombreuses demandes insuffisamment étayées. Il ne pourrait notamment pas être question, à ce niveau, de vérifier d'office les assertions du demandeur ni d'ordonner un complément d'information.

Il n'en demeure pas moins que ces autorités, si elles avaient à appliquer le texte en projet tel qu'il est rédigé, devraient nécessairement juger fondée toute demande qu'elles auraient estimée recevable, l'appréciation sur le fond étant confondue avec celle de la recevabilité.

Afin d'éviter cette confusion tout en rencontrant les préoccupations du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose de rédiger le 1° du paragraphe 1er comme suit :

"1° être accompagnée d'éléments de preuve déterminants ayant trait à une des causes énoncées à l'article 29, 1°".

2. Les termes de "procédure écrite" ont, dans d'autres dispositions du projet, un sens qui n'exclut pas la comparution du militaire en cause (par exemple, à l'article 15, § 4). Or, suivant l'officier délégué, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de rendre obligatoire la comparution du militaire qui a introduit une demande d'annulation.

Afin de lever tout doute à ce sujet, il est proposé de rédiger comme suit le paragraphe 2 :

.../...

" § 2. Le chef d'état-major général et le commandant de la gendarmerie statuent sur pièces".

Article 32.

Il paraît anormal que le renvoi soit effectué dans tous les cas à l'autorité investie du droit de punir en premier ressort alors que la violation des règles de la procédure peut être le fait de l'autorité statuant en appel. Sous cette réserve, qui touche évidemment au fond, il y aurait lieu d'écrire :

"Article 32.-

Si l'autorité annule, pour l'un des motifs énoncés à l'article 29, 1°, la décision par laquelle une punition a été infligée, elle renvoie le dossier à l'autorité investie du droit de punir en premier ressort; cette dernière recommence l'examen de l'affaire".

Article 33.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 33.-

Si la décision par laquelle la punition a été infligée est annulée, l'inscription de cette punition est supprimée du feuillet de punitions; le cas échéant, la nouvelle punition est inscrite à la date de celle qu'elle remplace".

+

.../...

L'intitulé de la section 11 devrait être rédigé comme suit :

"Section 11. - Effacement des punitions".

+

L'intitulé de la section 12 serait mieux rédigé comme suit :

"Section 12. - Dispositions transitoires et finales".

Article 37.

Le texte suivant est proposé :

"Article 37.-

L'arrêté royal du 4 février 1972 reste applicable aux cas où le rapport à charge a déjà été notifié lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

AANHEF.

De wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht is gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978.

Het eerste lid zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978".

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

§ 1. Iedere meerdere die van oordeel is dat een tuchtvergrijp is gepleegd, zendt aan de functionele meerdere die de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent een informatieverslag dat een relaas van de feiten geeft.

§ 2. Aan de steller van het verslag wordt op zijn verzoek meegedeeld welk gevolg aan de zaak gegeven is".

.../...

Artikel 2.

De paragrafen 1 en 2 kunnen beter worden samengevoegd tot een enkele paragraaf, waarin de tweede bepaling gewoon een uitzondering op de eerste vormt. Om de uitzondering te doen uitkomen leze men : "De rechtspleging kan echter schriftelijk worden gevoerd indien ...".

Voorts zou in de ontworpen paragraaf 2 het woord "nog" moeten vervallen.

Symmetrisch met de ontwerp-paragraaf 1 en in overeenstemming met andere bepalingen van het ontwerp zou paragraaf 3 (die 2 wordt) - overigens met de instemming van de gemachtigde officier - beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Behoudens andersluidende bepalingen wordt de tuchtrechtspleging voor de leden van het personeel van de rijkswacht schriftelijk gevoerd".

+

Het opschrift van Afdeling 2 zou beter met de inhoud van dat hoofdstuk overeenstemmen indien het luidde :

"Afdeling 2.- Bevoegde autoriteiten".

.../...

Artikel 3.

In paragraaf 6 kan beter worden gelezen :

"... door haar hoedanigheid op de datum van de procedurehandeling".

Artikel 4.

Het eerste lid zou logischerwijs vóór en niet na de in artikel 3 gestelde regels moeten komen; voorts mag de redactie niet de indruk wekken dat het ontworpen besluit de wetgever zou veroorloven af te wijken van een koninklijk besluit !

Derhalve wordt voorgesteld de bewuste bepaling om te werken tot een paragraaf 1 van artikel 3, luidende :

"§ 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 32 tot 36 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, bepalen de voorzieningen van de paragrafen 2 tot 6 welke autoriteiten bevoegd zijn tot straffen in eerste aanleg".

Artikel 4 van het ontwerp zou dan als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.

De territoriale commandanten bedoeld in artikel 33 van de wet van 14 januari 1975 zijn, in eerste aanleg, de officieren die de bevoegdheid van plaatscommandant uitoefenen".

De paragrafen van artikel 3 moeten dan natuurlijk worden vernummerd.

.../...

Artikel 5.

In 2°, b, moet worden gelezen : "de technische hiërarchische autoriteit".

Onder c, moet worden gelezen "die wet" in plaats van "dezelfde wet".

Artikelen 6 en 7.

Met inachtnemening, onder meer, van hetgeen bij artikel 8 zal worden opgemerkt in verband met het verwarrende gebruik van de term "kennisgeving", wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 6.-

§ 1. De beslissing van de functionele meerdere om de zaak aan zich te trekken ten einde gebruik te maken van een van de rechten bedoeld in artikel 32 van de wet van 14 januari 1975, moet worden genomen en ter kennis van de betrokken militair en van de autoriteit die de straf heeft opgelegd worden gebracht ten vroegste de derde en uiterlijk de vijfde dag nadat laatstgenoemde autoriteit de straf kenbaar heeft gemaakt. Zij schorst de uitvoering van de straf.

§ 2. De beslissing moet ter kennis van de betrokken militair worden gebracht uiterlijk de twaalfde dag na die waarop hij kennis heeft gekregen van de straf.

.../...

§ 3. (zoals in het ontwerp, maar in het eerste lid schrijve men voluit "paragrafen 1 en 2" en plaatse men een komma na "zondag"; in het tweede lid schrijve men "maximum-termijnen" in één woord).

Artikel 7.-

De functionele meerdere mag geen straf opleggen op grond van artikel 32 van de wet van 14 januari 1975 dan nadat hij de autoriteit die gestraft heeft om advies heeft gevraagd en, wanneer het om een zware straf gaat, inzage heeft genomen van het verslag van de tuchtraad.

Een lichte straf mag hij niet door een zware vervangen dan na raadpleging van de tuchtraad".

Artikel 8.

Het lijkt logischer in dit artikel een onderscheid te maken tussen de bepalingen die onderscheidenlijk de motivering van de beslissing, de kennisgeving ervan en het recht van verdediging betreffen.

De term "kennisgeving" kan doen denken aan schriftelijke mededeling, terwijl hier, althans voor de mondelinge procedure, bedoeld wordt de uitspraak van de beslissing. Het verdient dan ook aanbeveling te zeggen dat de autoriteit de reden van de straf "meedeelt". De terminologie van de artikelen 6 en 7 zou derhalve moeten worden aangepast overeenkomstig het voorstel dat voor die artikelen is gedaan.

.../...

Hetzelfde geldt voor artikel 15, paragraaf 3, en voor artikel 24, paragraaf 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

§ 1. Geen straf kan worden opgelegd :
(voorts zoals in het ontwerp, maar onder 1° vervange men "te zijnen laste weerhouden" door "hem ten laste gelegde", en onder 2° schrappe men "te dien opzichte").

§ 2. De overheid deelt aan de betrokken militair de reden van de straf mede alsook, in voorkomend geval, de redenen waarom het advies van de tuchtraad niet gevolgd is.

§ 3. Bij mondelinge rechtspleging wordt aan de betrokken militair, indien hij het vraagt, schriftelijk kennis gegeven van de in paragraaf 2 bedoelde redenen.

§ 4. (zoals in paragraaf 2, derde lid, van het ontwerp)".

Artikel 9.

Door de plaats die paragraaf 2 inneemt, lijkt zij zowel op de advocaten als op de militaire verdedigers van toepassing te zijn. Sedert de inwerkingtreding van het Gerechtelijk Wetboek komt het echter niet meer aan de Koning toe de uitoefening van het beroep van advocaat te regelen.

Derhalve wordt voorgesteld het artikel niet in paragrafen te verdelen en de bepalingen van paragraaf 2 tussen het eerste en het tweede lid van wat nu paragraaf 1 is te plaatsen. Daarmee wordt duidelijk dat die bepalingen alleen voor de militaire verdedigers gelden, terwijl de advocaten vallen onder de regels die eigen zijn aan de uitoefening van hun beroep.

.../...

Artikel 10.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 10.-

§ 1. De tot straffen in eerste aanleg bevoegde overheid die kennis krijgt van feiten welke naar haar oordeel tot tuchtvervolging aanleiding moeten geven, stelt, in voorkomend geval na een voorafgaand onderzoek, een tuchtvordering tegen de dader van het vergrijp in door hem kennis te geven van een afschrift van een inleidend verslag.

§ 2. Het inleidend verslag vermeldt de identiteit van de betrokken militair, in voorkomend geval de identiteit van de getuigen, de ten laste gelegde tuchtvergrijpen, de termijn binnen welke een verweerschrift kan worden ingediend en, wanneer de rechtspleging mondeling wordt gevoerd, het vermoedelijke tijdstip van verschijning.

Dat inleidend verslag mag het dienovereenkomstig aangevulde informatieverslag zijn.

§§ 3 en 4. (zoals in het ontwerp, maar in de Franse tekst van paragraaf 3 schrappe men het woord "écrit")".

Artikel 11.

Aan het slot van paragraaf 1 leze men "... instellen, waartoe inzonderheid, ambtshalve of op aanvraag van de betrokken militair, ieder dienstig getuigenis wordt afgenomen".

.../...

Artikel 13.

Men vervange de woorden "deze waarvan sprake" door "de autoriteit bedoeld", de woorden "moet bestraft worden" door "bestraft moet worden", en de woorden "raadpleging van een tuchtraad" door "raadpleging van de tuchtraad".

Artikel 14.

Naar aan de Raad van State is verklaard, betekent het tweede lid dat de motieven van de beslissing van de autoriteit die het advies van de tuchtraad niet volgt, worden vermeld op het stuk zelf dat dit advies bevat.

Deze bedoeling kan beter worden weergegeven met de volgende tekst :

"Indien deze autoriteit het advies van de tuchtraad niet volgt, worden de motieven van haar beslissing op het verslag van die raad vermeld".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17, tweede lid.

Artikel 15.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat deze bepaling duidelijker als volgt kan worden gesteld :

.../...

"Artikel 15.-

§ 1. De gestrafte militair heeft het recht hoger beroep in te stellen.

Op dat beroep wordt in laatste aanleg beschikt.

§ 2. Het hoger beroep kan gericht zijn tegen het geheel of tegen een onderdeel van het beschikkend gedeelte of van de motieven van de beslissing die de straf oplegt. Het beroep maakt, ongeacht de omvang van zijn onderwerp, de zaak in haar geheel aanhangig bij de bevoegde autoriteit.

Het hoger beroep wordt ingesteld bij een gemotiveerd verzoekschrift, dat onder meer een gebrek in de procedure kan doen gelden.

§ 3. Het hoger beroep moet worden ingesteld ten vroegste de eerste en uiterlijk de tweede dag na die waarop de straf ter kennis van de militair is gebracht. Zaterdagen, zondagen en feestdagen waarop de dienst geregeld wordt zoals op zondag, worden in die termijn echter niet meegerekend.

§ 4. Het verzoekschrift wordt overhandigd aan de functionele meerdere die ten opzichte van de gestrafte militair de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent. Die meerdere maakt de zaak aanhangig bij de bevoegde autoriteit.

Die autoriteit kan de straf wijzigen, teniet doen of handhaven.

§ 5. Zowel bij schriftelijke als bij mondelinge rechtspleging wordt de betrokken militair gehoord door de autoriteit die in hoger beroep beslist.

Artikel 12 is van toepassing".

.../...

Artikel 16.

Men vervange de woorden "moet bestraft worden" door "bestraft moet worden" en de woorden "raadpleging van een tuchtraad" door "raadpleging van de tuchtraad".

Artikel 17.

Aan het slot van het eerste lid moet worden gelezen "§ 5" in plaats van "§ 4".

Met inachtneming van de opmerking die bij artikel 14 is gemaakt, zou het tweede lid beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien deze autoriteit het advies van de tuchtraad niet volgt, worden de motieven van haar beslissing op het verslag van die raad vermeld".

Artikel 18.

De eerste twee paragrafen kunnen beter als volgt worden gelezen :

"§ 1. In de gevallen bedoeld in afdeling 4 is de tuchtraad samengesteld uit de volgende leden :

- een voorzitter, die een officier is met ten minste de graad van kapitein; hij kan een luitenant zijn indien hij de bevoegdheid van eenheidscommandant uitoefent;

.../...

- twee commissarissen, van wie ten minste één met een graad van keuronderofficier en de andere met dezelfde graad als de betrokken militair of, bij ontstentenis, met de onmiddellijk hogere graad.

Een militair ... (zoals in het ontwerp).

§ 2. In de gevallen bedoeld in afdeling 5 is de tuchtraad samengesteld uit de volgende leden :

- een voorzitter, die een hoofd- of een opperofficier is;

- twee commissarissen, van wie één officier is en de andere bekleed is met dezelfde graad als de betrokken militair of, bij ontstentenis, met de onmiddellijk hogere graad.

Een militair ... (zoals in het ontwerp)".

Paragraaf 6, die én op artikel 18 én op artikel 19 betrekking heeft, zou beter na artikel 19 komen, in een afzonderlijke, als volgt te redigeren bepaling :

"Artikel ....-

Wanneer de samenstelling van de tuchtraden niet mogelijk is volgens de regels van de artikelen 18 en 19, wordt zij bepaald door de chef van de generale staf of de commandant van de rijkswacht".

Zo nodig dienen de verwijzingen te worden herzien, onder meer in artikel 20, paragraaf 2.

.../...

Artikel 19.

Het laatste lid kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De betrokken militair of zijn verdediger kunnen op hun verzoek de loting bijwonen. Deze kan echter ook buiten hun aanwezigheid plaatshebben".

Artikel 22.

Het laatste lid stelle men als volgt :"De raad weigert een overeenkomstig 2° aangevraagd verhoor van een getuige niet dan na de betrokken militair of zijn verdediger daarover gehoord te hebben".

Artikel 23.

1. Zoals dit artikel ingericht is, kan het de indruk wekken dat de stemming over de in paragraaf 1 opgesomde vragen zou voorafgaan aan de beraadslaging over de motivering van het antwoord op die vragen. Zoals de gemachtigde officier heeft bevestigd, is het andersom; de Regering heeft alleen de nadruk willen leggen op de verplichting voor de leden van de tuchtraad om hoe dan ook een geheime stemming te houden over de in paragraaf 1 vermelde vier vragen.

2. De tweede vraag van paragraaf 1 is dubbelzinnig geformuleerd. Volgens de gemachtigde officier zal de tuchtraad, als hij op die vraag dient te antwoorden, niet volstaan met zich te vergewissen of het ten laste gelegde feit al dan niet voorkomt onder de "tuchtrechtelijke vergrijpen" die omschreven zijn in artikel 21 van de wet van 14 januari 1975. Hij zal meer in 't algemeen dienen te oordelen of de militair onder de gegeven omstandigheden kan worden geacht zich werkelijk aan

.../...

het vergrijp schuldig te hebben gemaakt en of hij, bijvoorbeeld, niet terecht een verschonings- of zelfs een rechtvaardigingsgrond doet gelden. Opdat de omvang van die beoordelingsbevoegdheid duidelijker tot uiting komt, zou de vraag onder 2° als volgt moeten worden geformuleerd : "leveren zij onder de gegeven omstandigheden een tuchtvergrijp op ?".

Deze tweede opmerking geldt ook voor artikel 29, b.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 23.-

§ 1. De tuchtraad brengt zijn met redenen omkleed advies uit na inzage te hebben genomen van het dossier en na de betrokken militair, zijn eventuele verdediger en de als getuige opgeroepen personen te hebben gehoord.

§ 2. Alleen de leden van de raad nemen deel aan het beraad en aan de stemming.

De secretaris is aanwezig.

De stemming is geheim en de beslissing wordt genomen bij gewone meerderheid van stemmen.

Er wordt gestemd over de volgende vragen :

1° Zijn de feiten bewezen ?

2° Leveren zij onder de gegeven omstandigheden een tuchtvergrijp op ?

3° Bestaan er verzachtende of verzwarende omstandigheden ?

4° Moeten de feiten worden bestraft met een zware straf ?

.../...

§ 3. Na afloop van het beraad wordt het met redenen omkleed advies van de tuchtraad in een verslag opgetekend. Dat verslag wordt gezonden aan de autoriteit die het advies van de raad heeft gevraagd; een afschrift ervan wordt aan de betrokken militair overhandigd".

Artikel 24.

In paragraaf 1 kan beter worden gelezen : "de dag na die waarop de uitgesproken straf ter kennis van de betrokken militair is gebracht".

Artikel 26.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat, ter wille van de overeenstemming met artikel 10, onder 1° en 2° wordt gelezen "de kennisgeving van het inleidend verslag" en niet "de opstelling van het inleidend verslag".

De bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 26.-

De tuchtstraffen mogen met uitstel van drie maanden tot twee jaar worden opgelegd :

1° aan de dienstplichtigen, voor zover hun geen arreststraf is opgelegd en zij geen veroordeling wegens een in het Militair Strafwetboek omschreven misdrijf hebben opgelopen binnen drie maanden vóór de kennisgeving van het inleidend verslag;

.../...

2° aan de andere militairen, voor zover hun geen arreststraf is opgelegd en zij geen veroordeling wegens een in het Militair Strafwetboek omschreven misdrijf hebben opgelopen binnen zes maanden vóór de kennisgeving van het inleidend verslag".

Artikel 27.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 1, die geen eigen reikwijdte heeft, dient te vervallen.

In paragraaf 2, de enige bepaling die dan van artikel 27 overblijft, zouden in het tweede lid, tussen de woorden "opgelegde straf" en "onmiddellijk na", de woorden "in voorkomend geval" moeten worden ingevoegd, zodat de mogelijkheid van een veroordeling wegens een in het Militair Strafwetboek omschreven misdrijf wordt voorbehouden.

+

Ter wille van de overeenstemming met het opschrift van de afdelingen 7 en 8 zou het opschrift van afdeling 9 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Afdeling 9.- Inschrijving van de straffen".

Artikel 28.

Gelet op het opschrift van de afdeling ware het logischer de twee paragrafen van dit artikel in omgekeerde volgorde op te nemen.

.../...

In paragraaf 1, die paragraaf 2 wordt, vervange men "nadat" door "wanneer" en "of, wanneer" door "of wanneer".

+

Ter wille van de overeenstemming met het opschrift van de afdelingen 7, 8 en 9, behoort het opschrift van afdeling 10 - de gemachtigde officier is het daarmee eens - als volgt te worden geredigeerd :

"Afdeling 10.- Vernietiging van de straffen".

Artikel 29.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 29.-

Behalve het in artikel 32 van de wet van 14 januari 1975 bedoelde recht tot wijziging of vernietiging dat hij kan uitoefenen op grond van de artikelen 6 en 7 van dit besluit, heeft de chef van de generale staf of de commandant van de rijkswacht, al naar het geval, het recht om de eindbeslissing waarbij een straf is opgelegd te vernietigen :

1° op aanvraag of ambtshalve :

a) indien procedureregelen geschonden zijn,

b) indien het bewijs wordt geleverd dat de betrokken militair het tuchtvergrijp waarvoor de straf is opgelegd, niet gepleegd heeft en dat dit bewijs niet

.../...

in de loop van de rechtspleging geleverd is kunnen worden om een reden onafhankelijk van de wil van de militair ;

2° ambtshalve, indien hij oordeelt dat de feiten onder de gegeven omstandigheden geen tuchtvergrijp opleveren".

Artikel 30.

Aangezien er in de loop van de rechtspleging niet noodzakelijk een beslissing in hoger beroep is geweest, dient in het derde lid te worden gelezen : "in voorkomend geval brengt deze laatste de autoriteit die in laatste aanleg heeft beslist, op de hoogte van de aanvraag".

Artikel 31.

1. Volgens paragraaf 1, 1°, moet de betrokken militair, wil zijn aanvraag "ontvankelijk" zijn, "het bewijs van één van de bij artikel 29, a, vermelde motieven aanbrengen".

In het gemeen recht heeft de eis dat een volledig bewijs wordt aangebracht, betrekking op de grond, niet op de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Volgens de gemachtigde officier is de door het ontwerp gebruikte formule verantwoord door het buitengewone van het rechtsmiddel dat de aanvraag tot vernietiging van een straf is; de Regering wenst namelijk te voorkomen dat de chef van de generale staf en de commandant van de rijkswacht met een derde instantie van rechtsmacht gelijk-

.../...

gesteld en met te zwak gestaafde aanvragen overstelpt worden. Er kan op dat niveau geen sprake van zijn dat de beweringen van de aanvrager ambtshalve worden onderzocht of dat een aanvullend onderzoek wordt bevolen.

Dat neemt niet weg dat die autoriteiten, als zij de ontworpen tekst zouden moeten toepassen zoals hij gesteld is, iedere door hen ontvankelijk geachte aanvraag noodzakelijk gegrond zouden moeten bevinden, aangezien de beoordeling over de grond van de aanvraag wordt verward met de beoordeling over de ontvankelijkheid.

Om die verwarring te ondervangen en toch aan de zorg van de Regering tegemoet te komen, stelt de Raad van State voor, de tekst onder 1° van paragraaf 1 als volgt te redigeren :

"1° vergezeld gaan van afdoend bewijsmateriaal met betrekking tot een van de redenen vermeld in artikel 29, 1°".

2. De woorden "schriftelijke rechtspleging" hebben in andere bepalingen van het ontwerp (bijvoorbeeld in artikel 15, § 4) een betekenis die niet uitsluit dat de betrokken militair verschijnt. Volgens de gemachtigde officier ligt het echter niet in de bedoeling van de Regering, het verschijnen van de militair die een aanvraag tot vernietiging heeft ingediend, verplicht te stellen.

Opdat hieromtrent geen twijfel kan bestaan wordt voorgesteld paragraaf 2 als volgt te redigeren :

.../...

"§ 2. De chef van de generale staf en de commandant van de rijkswacht beslissen op stukken".

Artikel 32.

Het lijkt ongewoon dat het dossier in alle gevallen wordt teruggezonden naar de tot straffen in eerste aanleg bevoegde autoriteit, terwijl ook de autoriteit die in hoger beroep beslist, procedureregelen geschonden kan hebben. Met dat voorbehoud, dat vanzelfsprekend de grond betreft, zou moeten worden gelezen :

"Artikel 32.-
Vernietigt de autoriteit, om een van de redenen vermeld in artikel 29, 1°, de beslissing waarbij een straf is opgelegd, dan zendt zij het dossier terug aan de tot straffen in eerste aanleg bevoegde autoriteit; deze laatste doet het onderzoek van de zaak over".

Artikel 33.

Deze bepaling kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 33.-
Wordt de beslissing waarbij een straf is opgelegd vernietigd, dan wordt die straf van het strafblad geschrapt; in voorkomend geval wordt de nieuwe straf ingeschreven op de datum van die welke zij vervangt".

+

.../...

Als opschrift voor afdeling 11 wordt voorgesteld :

"Afdeling 11.- Uitwissing van de straffen".

+

Het opschrift van afdeling 12 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Afdeling 12.- Overgangs- en slotbepalingen".

Artikel 37.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 37.-

Het koninklijk besluit van 4 februari 1972 blijft van toepassing op de gevallen waarin van het verslag ten laste reeds kennis gegeven is bij de inwerkingtreding van dit besluit".

==========

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: P. TAPIE, :	président de chambre, kamervoorzitter,
	H. ROUSSEAU, Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. DE VISSCHER, L. MATRAY,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: J. TRUYENS, :	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.